

Lundi 30 janvier 2012

## Tout pour le capital, rien pour le travail !

**Pas encore candidat, Sarkozy ! Mais décidé à nous annoncer qu'il entend bien mener la guerre aux travailleurs s'il était réélu. Son programme est d'ailleurs taillé sur mesure pour le patronat. Mesure phare de son intervention télévisée, la baisse de ce que les patrons appellent de façon mensongère le « coût du travail », alors que c'est le travail, le nôtre, qui leur rapporte et les enrichit. Il s'agit d'exonérer les patrons d'une partie de leurs cotisations sociales, en fait d'une partie de notre salaire différé. Et attention, pas question de baisser les cotisations des salariés ! Donc nouveau cadeau au patronat et nouvelle ponction sur ce qui nous est dû.**

Pour financer cette réforme anti-ouvrière, la TVA sur les produits d'importation passera de 19,6% à 21,2%. Prendre aux pauvres pour donner aux riches. Tout un programme ! Les représentants du patronat se frottent d'ailleurs les mains à l'idée de cette nouvelle exonération. Pour PSA, elle permettrait, prétendent-ils, de baisser de 400 euros le prix d'un modèle « made in France » de moyenne gamme et de maintenir les emplois. Cela n'empêche pas dans le même temps PSA de maintenir son annonce de suppressions d'emplois !

### ***Ce ne sont pas les travailleurs mais le patronat qui coûte cher à la société !***

Alors trop élevé le « coût du travail » ? Pourtant ce ne sont pas les travailleurs qui coûtent de l'argent. Au contraire, ce sont eux qui produisent toutes les richesses. Depuis la conception dans les bureaux jusqu'au bout de la chaîne de production en passant par l'administration et les transports, ce sont en réalité les travailleurs qui font fonctionner l'économie toute entière. Sans nous, point de profits pour les patrons. Le salaire qu'on nous reverse en fin de mois, comme le salaire différé des cotisations patronales, n'est en fait qu'une infime partie de toute la richesse que nous produisons collectivement. Alors, parlons clair : « baisser le coût du travail », c'est tout simplement aggraver l'exploitation et l'injustice sociale.

### ***La rigueur version Hollande***

De son côté, François Hollande est entré officiellement en campagne. Mais il a prévenu : s'il est élu, les deux premières années de son quinquennat seront « dures ». Les questions sociales ne seront abordées que dans un deuxième temps... seulement si la

croissance le permet. Une façon détournée d'annoncer qu'il s'apprête, tout comme Sarkozy, à faire payer la crise aux travailleurs.

Le seul point sur lequel il a été clair lors de son intervention télévisée où il présentait son programme, c'est qu'il ne compte pas défaire tout ce que la droite a fait ! Pas question de revenir aux 37,5 annuités pour tous. Tout juste est-il question d'un départ à la retraite à 60 pour les travailleurs ayant commencé avant 18 ans. Pas question non plus de régulariser tous les sans-papiers, seulement au cas par cas. Les 60 000 postes à créer dans l'Education nationale ? Ils seront pris sur les effectifs déjà laminés des autres services publics. Interdire les licenciements ? N'y pensez même pas !

### ***Ne rien attendre du prochain président, mais tout de la coordination de nos luttes***

Face à l'offensive concertée du patronat et du gouvernement, les travailleurs n'ont pas à faire de choix entre leur vrai ennemi de droite et leur faux ami socialiste. D'ailleurs nombreux sont ceux qui n'attendent rien de ces élections et se battent déjà contre leurs licenciements : les ouvrières de Lejaby, les salariés de SeaFrance, les ouvriers de PSA et bien d'autres, sans oublier les enseignants et autres salariés de la fonction publique. La liste est longue.

Il n'y a pourtant aucune fatalité à ce que chacun se batte isolément, le dos au mur, pour finalement être mis à la porte. Tous ces travailleurs ont les moyens, en unifiant leurs luttes, en s'adressant aux autres entreprises menacées de licenciements, de faire basculer dans le camp des grévistes les hésitants, les isolés, pour enfin, tous ensemble, faire reculer patronat et gouvernement et imposer l'interdiction des licenciements.

### ***Suppressions d'emplois : il n'y a pas de forçariat qui tienne !***

A Saint-Ouen comme ailleurs, la direction de PSA parle de « départs volontaires », croyant ainsi faire passer la pilule des suppressions de postes. A part que les postes qu'elle prévoit de supprimer sont tellement ciblés qu'on peut difficilement parler de volontariat. Les salariés qui occupent ces postes et ont aussitôt été soumis à de multiples pressions pour les convaincre de l'impérieuse nécessité de partir, peuvent en témoigner.

Il n'y a aucune raison d'accepter ça, car ces suppressions concernent tout le monde et, ensemble, nous avons les moyens de refuser.

### ***Solidarité avec ceux de Franprix Saint-Ouen***

Les salariés de Franprix, près de la Mairie de Saint-Ouen, sont en grève depuis la semaine dernière. Il aura suffi que leur directeur soit abusivement licencié pour que la colère explose. Celui-ci en effet était plutôt arrangeant et compréhensif avec les salariés notamment sur les conditions de travail. Les salariés de Franprix craignent maintenant un retour en arrière, et ont toujours à imposer des embauches à temps plein au lieu des temps partiels imposés, des salaires décentes et tant d'autres choses.

Les travailleurs de Franprix ont raison de se faire respecter, leur lutte est aussi la nôtre.

### ***Le chasseur sachant chasser...***

Durant ses « amphis » le directeur nous a seriné qu'il voulait faire la chasse aux temps morts. Dans l'idéal il voudrait que chaque minute soit mise à profit pour travailler sans relâche.

Lui qui s'octroie de nombreuses promenades dans les allées de l'usine, qu'il montre donc l'exemple et mette la main à la pâte. Ça supprimera déjà une bonne part des temps morts.

### ***Entretien de démotivation***

Que ce soit sur notre évaluation technique ou comportementale, la tendance est franchement à la baisse. La direction a juré que ce n'est plus des notes (c'est vrai : ce ne sont que des évaluations...) mais on se retrouve facilement au ras des pâquerettes. Avec les grilles incompréhensibles données aux chefs, la direction n'a rien enlevé à l'arbitraire. Des chefs trouvent forcément un moment dans l'année où on n'a pas rempli tel ou tel critère, et c'est la double peine, car un cran de perdu pour le comportement ou la technique, et c'est l'évaluation globale qui redescend.

Pire, alors qu'on n'attend pourtant pas grand-chose de cette mascarade, il faut nous même remplir sur intranet l'atteinte des objectifs. Qu'ils fassent la sale besogne eux-mêmes.

### ***Généralisons les luttes***

Dans la poursuite de son plan de licenciements, PSA veut transférer la production de la 308 de Mulhouse vers Sochaux et en profite pour supprimer 600 postes d'intérimaires (1 sur 2) à Mulhouse dès mars. Ejections pour les uns et cadences infernales pour les autres.

Des salariés de PSA-Mulhouse se sont donc adressés à la population avec une pétition contre ces suppressions de postes d'intérimaires (1 900 signatures). Ceux d'Aulnay, dont le site est menacé de fermeture, ont eux aussi prévu une manifestation dans la ville le 18 février.

Contre les suppressions de postes et plans de fermetures, ils faudra se battre tous ensemble, de Mulhouse à Aulnay. Et se coordonner avec les salariés menacés de PSA et d'ailleurs.

### ***De l'or dans le bitume***

Le 1er février, les sociétés privées ASF (Vinci), APRR (Eiffage) et la Sanef, où la famille Peugeot siège au conseil d'administration, qui exploitent les deux tiers des quelques 11 000 km d'autoroutes vont augmenter leurs péages de 2,5%. Depuis leur privatisation en 2006, celles-ci ont déjà engrangé de plantureux profits : plus de 5 milliards d'€, auxquels s'ajoutent les bénéfices pour 2011. Elles se livrent à un véritable racket: par exemple, il faut déboursier 20 € de péage entre Bordeaux et Pau, distantes de 150 km.

L'État pourrait continuer à gérer directement ces autoroutes, souvent construites avec de l'argent public. Le racket avec bénédiction de l'État, ça rapporte.

### ***Sénégal : les jeunes veulent « dégager Wade »***

La décision du Conseil constitutionnel de valider la candidature d'Abdoulaye Wade pour un 3ème mandat au mépris de la Constitution tout en rejetant celle du chanteur Youssou N'dour, son principal opposant, a provoqué de violentes manifestations de jeunes vendredi 27 janvier à Dakar et dans d'autres villes. Déjà en juin dernier, le mécontentement de la population s'était traduit par des manifestations et des émeutes.

Les gens sont excédés par les incessantes coupures d'électricité, la hausse du prix de l'essence, du gaz et du riz et les jeunes n'en peuvent plus du chômage et de la misère tandis que Wade s'accroche au pouvoir et ne pense qu'à s'enrichir.

Mais il n'y a pas que dans les pays arabes que la révolution fermente !